

Système de Madrid  
pour l'enregistrement international des marques



Rapport sommaire pour l'année 2007



ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Activité d'enregistrement globale

En 2007, le volume de l'activité d'enregistrement dans le cadre du système de Madrid a continué d'augmenter de manière importante. Le nombre des enregistrements internationaux a atteint le plus haut niveau jamais enregistré en une année (38 471), ce qui représente un accroissement de 3,3% par rapport à 2006. Au cours de cette période, le nombre de renouvellements a augmenté de 14,9% (atteignant le chiffre de 17 478) et celui des désignations postérieures, de 14,8% (12 605 au total) (voir les graphiques 1 et 2, page 5).

Les autres enregistrements ont aussi fortement progressé en 2007. Le nombre de modifications (changements de titulaire, radiations, renonciations, limitations de la liste des produits et services, modifications du nom ou de l'adresse des titulaires et autres mentions) inscrites au registre international s'est élevé à 85 244, en augmentation de 20,6% par rapport à 2006. Le nombre de décisions des parties contractantes désignées (octroi d'une protection, refus provisoires, prolongations de délai en cas de refus fondé sur une opposition, décisions définitives à la suite d'un refus et invalidations) inscrites au registre international s'est élevé à 267 733, soit une augmentation de 25,7% par rapport à 2006.

**Tableau n° 1**  
**Opérations diverses enregistrées en 2007**  
*Taux de croissance par rapport à 2006*

	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>Croissance</u>
<b>Acquisition et maintien en vigueur de droits</b>			
Enregistrements internationaux	37 224	38 471	3,3%
Renouvellements	15 205	17 478	14,9%
Désignations postérieures	10 978	12 605	14,8%
<b>Désignations individuelles</b>			
dans les enregistrements internationaux	321 401	324 437	0,9%
dans les renouvellements	170 866	202 767	18,7%
en tant que désignations postérieures	43 324	45 797	5,7%
<b>Enregistrements internationaux en vigueur (à la fin de l'année)</b>			
Enregistrements actifs	471 325	483 210	2,5%
Désignations actives	5 275 465	5 410 918	2,6%
Nombre de titulaires de droits	159 075	159 420	0,2%
<b>Décisions prises par les parties contractantes désignées</b>	<b>212 941</b>	<b>267 733</b>	<b>25,7%</b>
Octroi d'une protection	79 128	105 602	33,5%
Refus (totaux ou partiels)	75 379	78 489	4,1%
Prolongation du délai en cas de refus fondé sur une opposition	17 367	21 327	22,8%
Décisions définitives à la suite d'un refus	40 697	61 923	52,2%
Invalidations	370	392	5,9%
<b>Modifications inscrites</b>	<b>70 687</b>	<b>85 244</b>	<b>20,6%</b>
Changements de titulaire	11 384	13 891	17,4%
Radiations par suite de la cessation des effets (règle 22)	1 179	1 861	57,8%
Radiations par les titulaires	249	285	14,5%
Renonciations	927	1 079	16,4%
Limitations de la liste des produits et services	2 033	2 301	13,2%
Modifications du nom ou de l'adresse des titulaires	15 543	19 449	25,1%
Autres modifications (mentions concernant les mandataires, rectifications, etc.)	39 372	46 378	17,8%

### Nature des enregistrements

#### *Portée (produits, services, secteurs d'activité)*

En moyenne, les produits et services mentionnés dans un enregistrement international relevaient de deux ou trois classes de la classification internationale (de Nice). Les classes les plus utilisées ont été les suivantes :

**Tableau n° 2**

**Classes les plus fréquentes dans les enregistrements internationaux**

*Enregistrements par classe en 2007, pourcentage par rapport au total et taux d'accroissement par rapport à 2006*

<b>Classes</b>	<b>Produits et services</b>	<b>2007</b>	<b>Part</b>	<b>Croissance</b>
Classe 9	couvre, par exemple, le matériel et les logiciels informatiques, ainsi que d'autres appareils électriques ou électroniques à caractère scientifique	8 459	8,5%	3,2%
Classe 35	couvre les services tels que les travaux de bureau, la publicité et la gestion des affaires commerciales	6 434	6,4%	11,0%
Classe 25	couvre les vêtements, les chaussures et la chapellerie	5 286	5,3%	5,3%
Classe 42	couvre les services fournis, par exemple, par les ingénieurs dans les domaines scientifique, industriel ou technologique et les spécialistes dans le domaine informatique	5 187	5,2%	4,9%
Classe 5	comprend principalement les produits pharmaceutiques et les autres produits à usage médical	4 720	4,7%	14,3%
Classe 41	couvre les services dans le domaine de l'éducation, de la formation, du divertissement, du sport et des activités culturelles	4 355	4,4%	5,8%
Classe 16	comprend principalement le papier, les produits en papier et les articles de bureau	4 246	4,3%	6,3%
Classe 3	comprend principalement les produits de nettoyage et les produits de toilette	3 853	3,9%	5,3%
Classe 30	comprend principalement les denrées alimentaires d'origine végétale préparées pour la consommation ou la conservation, ainsi que les adjuvants destinés à l'amélioration du goût des aliments	3 042	3,0%	0,5%
Classe 7	comprend essentiellement les machines, les machines-outils et les moteurs	2 999	3,0%	12,1%

#### *Portée (territoires)*

En moyenne, 8,4 parties contractantes étaient désignées par enregistrement international; 58% des enregistrements inscrits en 2007 contenaient entre une et cinq désignations de parties contractantes (voir le graphique 3 à la page 6).

#### *Montant des taxes payées*

Les déposants ont payé, en moyenne, un émolument de 3549 francs suisses par enregistrement international. Pour 81% des enregistrements, le montant des émoluments payés a été inférieur à 5000 francs suisses (voir le graphique 4 à la page 6).

### Enregistrements en vigueur

Le 31 décembre 2007, 483 210 enregistrements internationaux, contenant au total plus de 5,4 millions de désignations actives, étaient inscrits au registre international.

Ces enregistrements internationaux étaient inscrits au nom de 159 420 titulaires de droits (parmi lesquels de nombreuses PME) (voir le graphique 5 à la page 7).

## Évolution des dépôts

### *À l'échelle mondiale*

Le nombre de demandes internationales déposées en 2007 s'est élevé à 39 945, soit une augmentation de 9,5% par rapport à 2006 (voir le graphique 6 à la page 7).

### *Évolution des dépôts par partie contractante (tableau n° 3)*

La majorité des demandes déposées en 2007 émanait d'utilisateurs installés dans les pays suivants : Allemagne, France, États-Unis d'Amérique, Italie, Suisse, Benelux, Chine, Royaume-Uni et Australie (voir la liste des 40 principaux pays utilisateurs, le nombre des dépôts par pays, le pourcentage par rapport au total des dépôts et le taux de progression dans le tableau n° 3 à la page 8).

Les 27 pays membres de l'Union européenne en 2007 ont été à l'origine de 26 026 demandes internationales. Le nombre de demandes internationales déposées par l'office communautaire européen (OHMI) a atteint 3371 (soit une augmentation de 37,9% par rapport à 2006).

Des pays ont enregistré des taux d'augmentation importants des dépôts de 2006 à 2007 et ont intégré le groupe des principaux pays déposants. Parmi ceux-ci figurent notamment les États-Unis d'Amérique (+18,8%) à la troisième place, le Royaume-Uni (+11,8%) passé de la onzième à la neuvième place, le Japon (+16,2%) passé de la treizième à la douzième place, la Fédération de Russie (+42,9%) passée de la quinzième à la treizième place, le Danemark (+19,6%) passé de la dix-septième à la seizième place, la Suède (+19,5%) passée de la dix-neuvième à la dix-huitième place et la Hongrie (+101,8%) passée de la vingt-cinquième à la dix-neuvième place.

Les pays en développement ont été à l'origine de 2108 dépôts en 2007 (5,3% du total), en augmentation de 10,5% par rapport à 2006. Le pays en développement qui a enregistré l'augmentation la plus importante du nombre de dépôts de demandes d'enregistrement international des marques en 2007 est la République de Corée, avec 330 demandes (+73,7%).

### Évolution des désignations (tableau n° 4)

Le nombre de nouvelles désignations (faites dans les enregistrements internationaux et en tant que désignations postérieures) notifiées aux parties contractantes en 2007 a été de 370 234 (+1,5% par rapport à 2006) (voir le tableau n° 4 à la page 9).

La Chine (avec 16 676 désignations) est restée le pays le plus fréquemment désigné, suivie de la Fédération de Russie, des États-Unis d'Amérique, de la Suisse, de la Communauté européenne et du Japon.

La Communauté européenne a continué de faire l'objet d'un nombre de désignations élevé. Avec 12 744 désignations en 2007 (+19,8%), elle est passée de la sixième à la cinquième place parmi les membres de l'Union de Madrid le plus fréquemment désignés; la plupart de ces désignations, soit 7529 (59%), ont été faites dans des demandes ou des désignations postérieures provenant d'un État membre de la Communauté européenne.

Les autres pays qui ont le plus progressé dans le classement des pays les plus fréquemment désignés par rapport à 2006 sont les États-Unis d'Amérique (passés de la quatrième à la troisième place), l'Ukraine (de la neuvième à la huitième place), la Turquie (de la dixième à la neuvième place), la Croatie (de la dix-huitième à la treizième place) et Singapour (de la vingt et unième à la quatorzième place).

### Faits nouveaux dans les domaines des techniques de l'information et de la communication électronique

Sur la totalité des demandes internationales déposées en 2007, 34% ont été transmises à l'OMPI par la voie électronique (contre 33% en 2006); les offices des marques ayant ainsi transmis les demandes internationales sont les offices de l'Australie, du Benelux, de la Communauté européenne, des États-Unis d'Amérique, de la République de Corée et de la Suisse.

Plusieurs offices des marques utilisent aussi la voie électronique pour transmettre les refus (Communauté européenne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie et Japon), les déclarations d'octroi de la protection (Communauté européenne et Japon) et les modifications (Australie, Benelux, Communauté européenne et États-Unis d'Amérique).

En 2007, le nombre d'offices de membres de l'Union de Madrid auxquels l'OMPI a envoyé des notifications par la voie électronique est passé de 43 à 48 (les cinq offices ayant commencé de recevoir des notifications par la voie électronique en 2007 sont ceux de Bahreïn, du Botswana, de Chypre, de l'Égypte et de Monaco). À la fin de l'année, le nombre d'offices ayant accepté de recevoir ces notifications par la voie électronique uniquement était de six (Australie, Communauté européenne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Monaco et Royaume-Uni).

En novembre 2007, l'Assemblée de l'Union de Madrid a approuvé la mise en oeuvre d'un programme d'investissement sur quatre ans (2008-2011) visant à obtenir des gains d'efficacité en modernisant l'infrastructure informatique du système de Madrid. Ce programme devrait permettre au Bureau international d'offrir des services supplémentaires aux offices des parties contractantes et aux utilisateurs du système de Madrid.

#### Nombre de membres et développement juridique du système de Madrid

En 2007, le nombre de membres de l'Union de Madrid est passé de 80 à 81, avec l'adhésion de l'Oman. En outre, l'Azerbaïdjan et Saint-Marin, déjà membres de l'Arrangement de Madrid, ont adhéré au Protocole, ramenant à sept le nombre des pays membres de l'Union de Madrid liés uniquement par l'Arrangement.

Le Groupe de travail ad hoc sur le développement juridique du système de Madrid s'est réuni à Genève, en janvier/février 2007 et en mai 2007, pour examiner des propositions concernant la révision de la clause de sauvegarde prévue à l'article 9sexies du Protocole de Madrid, d'éventuelles modifications du règlement d'exécution commun à l'Arrangement et au Protocole de Madrid et des questions relatives au développement juridique futur du système de Madrid.

En novembre 2007, l'Assemblée de l'Union de Madrid a procédé à une révision de la clause de sauvegarde prévue dans le Protocole de Madrid. Sur la base des recommandations du groupe de travail, l'assemblée a décidé d'abroger la clause de sauvegarde avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2008. L'assemblée a également adopté des modifications relatives au règlement d'exécution commun, concernant notamment des modifications découlant de l'abrogation de la clause de sauvegarde, la mise en place d'un régime trilingue intégral dans le cadre du système de Madrid et l'ajustement de l'émolument supplémentaire et du complément d'émolument de 75 à 100 francs suisses, qui prendront aussi effet le 1<sup>er</sup> septembre 2008. L'assemblée a décidé en outre de modifier le règlement d'exécution commun, à compter de janvier 2008, concernant les conditions auxquelles une désignation qui, en principe, est régie par le traité (Arrangement ou Protocole) en vertu duquel elle a été faite (dans la demande internationale ou après l'enregistrement international) peut par la suite être régie par l'autre traité.

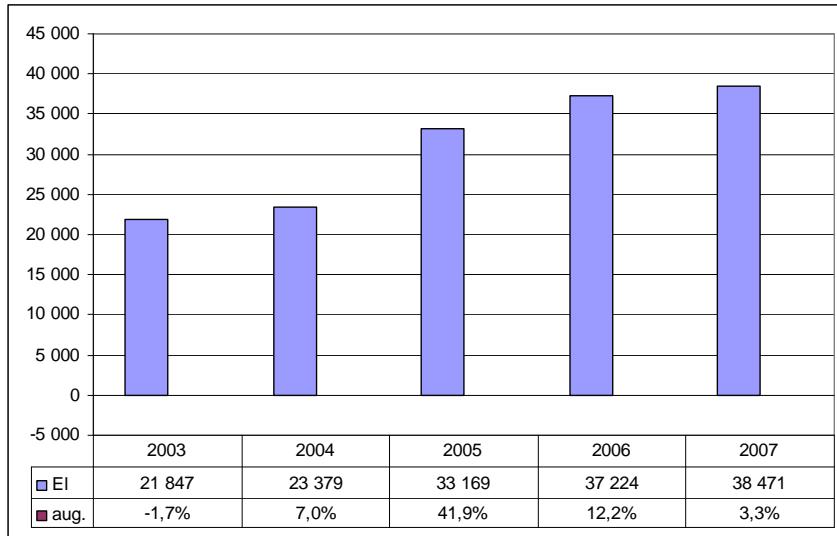
Conformément aux recommandations du groupe de travail, l'Assemblée de l'Union de Madrid a décidé, afin d'assurer l'amélioration constante du système de Madrid, de conférer au Groupe de travail sur le développement juridique du système de Madrid un mandat permanent d'examen des questions relatives au développement juridique du Protocole de Madrid à partir de 2008.

[Les graphiques et les tableaux suivent]

**Système de Madrid pour l'enregistrement international des marques**  
**Rapport annuel 2007**

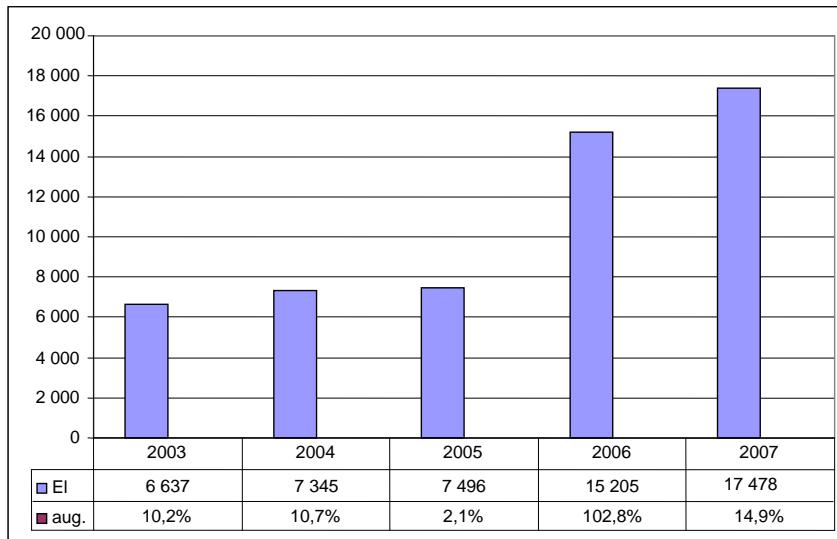
**Graphique 1 – Enregistrements internationaux 2003-2007**

Taux de croissance par rapport à l'année précédente



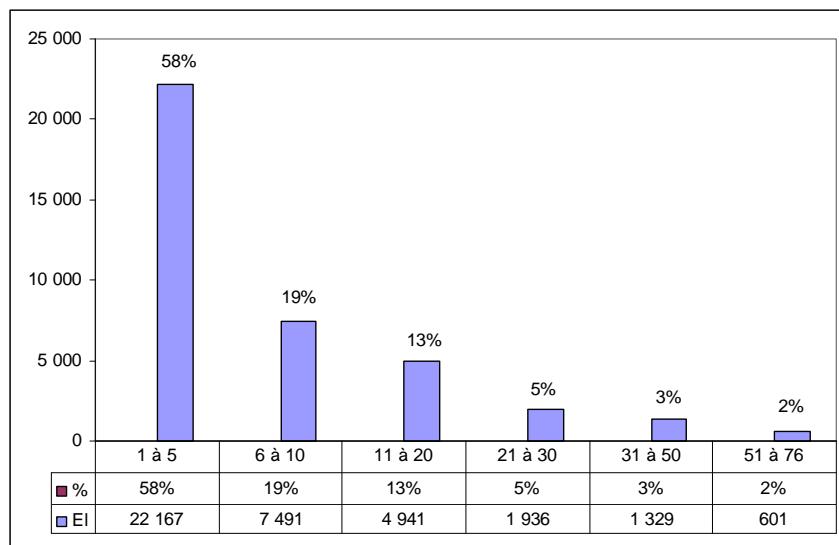
**Graphique 2 – Renouvellements 2003-2007**

Taux de croissance par rapport à l'année précédente

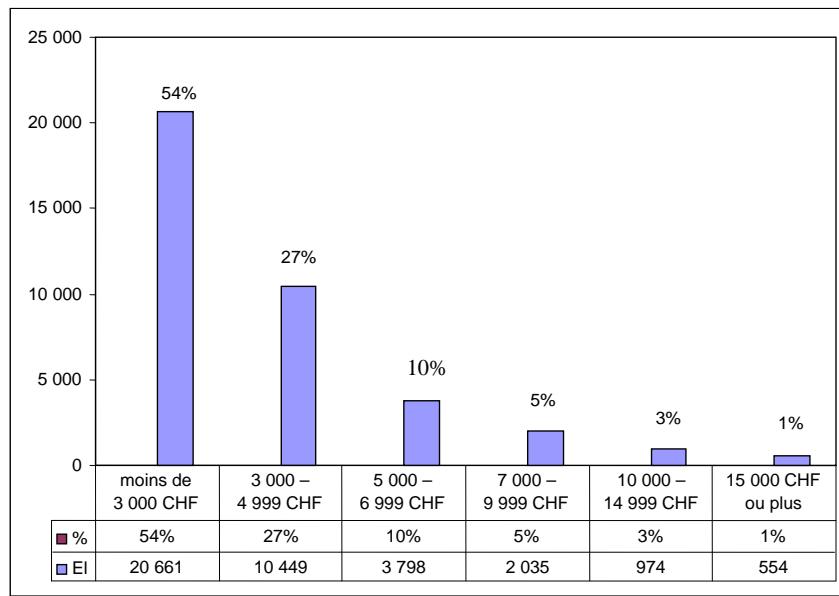


**Système de Madrid pour l'enregistrement international**  
**Rapport annuel 2007**

**Graphique 3 – Nombre de désignations par enregistrement international (2007)**



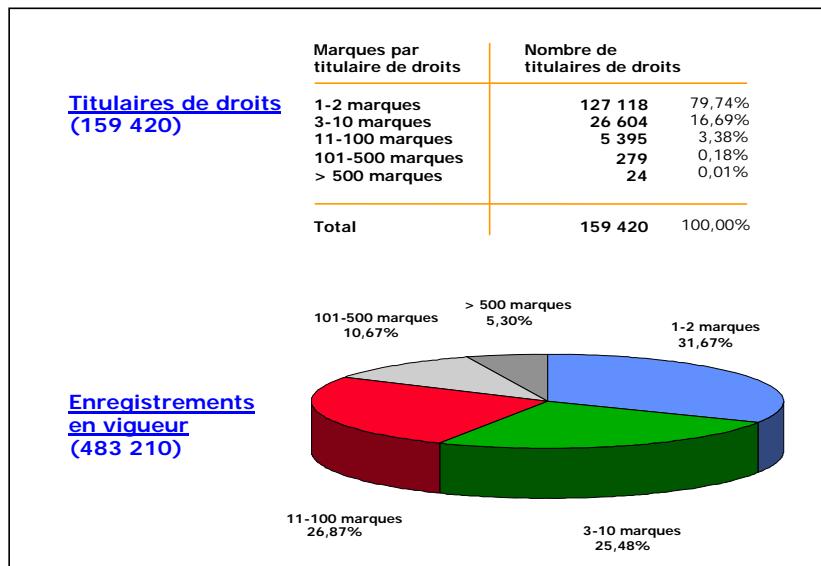
**Graphique 4 – Montant des émoluments payés par enregistrement international (2007)**



**Système de Madrid pour l'enregistrement international des marques**  
**Rapport annuel 2007**

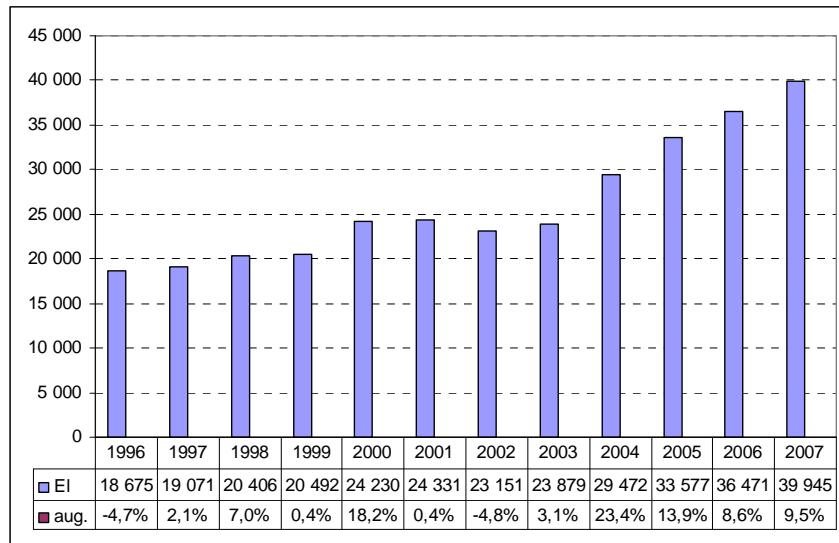
**Graphique 5 – Marques inscrites au registre international**

Au 31 décembre 2007



**Graphique 6 – Demandes internationales 1996-2007**

Taux de croissance annuel



**Système de Madrid pour l'enregistrement international des marques**  
**Rapport annuel 2007**

**Tableau n° 3**

**Principales parties contractantes déposantes**

**Nombre de demandes déposées par partie contractante**

Parts du nombre total de dépôts en 2007 et taux de croissance par rapport à 2006

<b>Partie contractante d'origine</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>Part</b>	<b>Croissance</b>
1. Allemagne (DE)	5 559	5 395	5 803	5 663	6 090	15,2%	7,5%
2. France (FR)	3 331	3 518	3 497	3 705	3 930	9,8%	6,1%
3. États-Unis d'Amérique (US)	139	1 737	2 849	3 148	3 741	9,4%	18,8%
4. Communauté européenne (EM)		354	1 852	2 445	3 371	8,4%	37,9%
5. Italie (IT)	1 915	2 499	2 340	2 958	2 664	6,7%	-9,9%
6. Suisse (CH)	2 189	2 133	2 235	2 468	2 657	6,7%	7,7%
7. Benelux (BX)	2 189	2 482	2 426	2 639	2 510	6,3%	-4,9%
8. Chine (CN)	472	1 015	1 334	1 328	1 444	3,6%	8,7%
9. Royaume-Uni (GB)	674	917	1 016	1 054	1 178	2,9%	11,8%
10. Australie (AU)	340	683	852	1 100	1 169	2,9%	6,3%
11. Autriche (AT)	861	1 181	1 191	1 117	1 134	2,8%	1,5%
12. Japon (JP)	394	692	893	847	984	2,5%	16,2%
13. Fédération de Russie (RU)	502	575	604	622	889	2,2%	42,9%
14. Espagne (ES)	980	866	854	994	859	2,2%	-13,6%
15. Turquie (TR)	442	593	787	733	717	1,8%	-2,2%
16. Danemark (DK)	374	441	510	479	573	1,4%	19,6%
17. République tchèque (CZ)	493	615	547	559	541	1,4%	-3,2%
18. Suède (SE)	377	462	409	400	478	1,2%	19,5%
19. Hongrie (HU)	156	231	152	217	438	1,1%	101,8%
20. Bulgarie (BG)	183	334	391	426	431	1,1%	1,2%
21. Norvège (NO)	168	218	235	312	403	1,0%	29,2%
22. Portugal (PT)	158	175	263	276	355	0,9%	28,6%
23. République de Corée (KR)	68	127	148	190	330	0,8%	73,7%
24. Pologne (PL)	314	344	334	339	294	0,7%	-13,3%
25. Finlande (FI)	228	198	208	239	278	0,7%	16,3%
26. Serbie (RS)	97	86	107	157	275	0,7%	75,2%
27. Ukraine (UA)	52	78	105	133	195	0,5%	46,6%
28. Slovaquie (SK)	195	249	215	241	190	0,5%	-21,2%
29. Croatie (HR)	117	135	79	150	185	0,5%	23,3%
30. Slovénie (SI)	122	201	180	177	182	0,5%	2,8%
31. Liechtenstein (LI)	90	89	96	129	148	0,4%	14,7%
32. Singapour (SG)	74	93	138	161	146	0,4%	-9,3%
33. Lettonie (LV)	67	109	81	103	115	0,3%	11,7%
34. Islande (IS)	7	33	39	92	110	0,3%	19,6%
35. Roumanie (RO)	42	58	101	97	103	0,3%	6,2%
36. Estonie (EE)	72	75	72	96	101	0,3%	5,2%
37. Maroc (MA)	48	57	66	119	93	0,2%	-21,8%
38. Monaco (MC)	44	45	43	49	89	0,2%	81,6%
39. Grèce (GR)	44	49	65	81	80	0,2%	-1,2%
40. Lituanie (LT)	80	63	101	84	78	0,2%	-7,1%
Autres pays	222	268	359	344	397	1,0%	15,4%
<b>Total</b>	<b>23 879</b>	<b>29 472</b>	<b>33 577</b>	<b>36 471</b>	<b>39 945</b>	<b>100%</b>	<b>9,5%</b>

**Système de Madrid pour l'enregistrement international des marques**  
**Rapport annuel 2007**

**Tableau n° 4**

**Parties contractantes les plus fréquemment désignées (2007)**

**Nombre de désignations par partie contractante désignée**  
**(désignations dans les nouveaux enregistrements et désignations postérieures)**  
Taux de croissance par rapport à 2006

<b>Partie contractante désignée</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>Part</b>	<b>Croissance</b>
1. Chine (CN)	7 106	9 265	13 575	15 801	16 676	4,5%	5,5%
2. Fédération de Russie (RU)	9 006	9 940	12 813	14 432	15 455	4,2%	7,1%
3. États-Unis d'Amérique (US)	238	7 109	11 863	13 994	14 618	3,9%	4,4%
4. Suisse (CH)	10 174	10 137	13 197	14 260	14 528	3,9%	1,9%
5. Communauté européenne (EM)	-	114	6 309	10 640	12 744	3,4%	19,8%
6. Japon (JP)	5 359	7 071	10 104	11 844	12 296	3,3%	3,8%
7. Australie (AU)	4 683	5 617	7 989	9 115	9 848	2,7%	8,0%
8. Ukraine (UA)	6 262	6 361	8 271	9 057	9 751	2,6%	7,7%
9. Turquie (TR)	5 878	6 272	8 602	8 958	9 377	2,5%	4,7%
10. Norvège (NO)	6 582	6 821	8 443	9 102	9 346	2,5%	2,7%
11. République de Corée (KR)	1 694	4 852	7 160	8 334	8 988	2,4%	7,8%
12. Allemagne (DE)	8 394	8 275	9 150	8 147	7 184	1,9%	-11,8%
13. Croatie (HR)	5 054	5 298	6 716	6 970	7 059	1,9%	1,3%
14. Singapour (SG)	3 708	4 451	6 127	6 717	7 005	1,9%	4,3%
15. Italie (IT)	8 656	7 945	8 817	7 374	6 618	1,8%	-10,3%
16. Royaume-Uni (GB)	7 917	7 720	8 288	7 482	6 502	1,8%	-13,1%
17. France (FR)	8 679	8 094	8 587	7 495	6 443	1,7%	-14,0%
18. Espagne (ES)	8 756	7 922	8 329	7 231	6 298	1,7%	-12,9%
19. Bélarus (BY)	4 328	4 382	5 401	5 818	6 140	1,7%	5,5%
20. Benelux (BX)	8 391	7 697	7 922	6 800	5 979	1,6%	-12,1%
21. Serbie (RS)	4 924	4 562	5 513	5 644	5 956	1,6%	5,5%
22. Autriche (AT)	8 453	7 487	7 638	6 564	5 928	1,6%	-9,7%
23. Roumanie (RO)	6 192	6 125	7 766	8 103	5 649	1,5%	-30,3%
24. Pologne (PL)	9 415	7 598	6 825	6 092	5 553	1,5%	-8,8%
25. Bulgarie (BG)	5 450	5 407	6 596	6 903	4 987	1,3%	-27,8%
26. Ex-République yougoslave de Macédoine (MK)	3 344	3 342	4 337	4 261	4 689	1,3%	10,0%
27. République tchèque (CZ)	8 199	6 633	6 018	5 161	4 546	1,2%	-11,9%
28. Hongrie (HU)	8 009	6 508	5 914	5 039	4 528	1,2%	-10,1%
29. Viet Nam (VN)	2 058	2 254	2 639	3 074	4 381	1,2%	42,5%
30. Moldova (MD)	2 835	2 836	3 500	3 793	4 274	1,2%	12,7%
31. Maroc (MA)	2 861	3 091	3 992	4 229	4 194	1,1%	-0,8%
32. Portugal (PT)	6 330	5 609	5 695	4 839	4 130	1,1%	-14,7%
33. Kazakhstan (KZ)	2 411	2 542	3 099	3 463	4 004	1,1%	15,6%
34. Bosnie-Herzégovine (BA)	3 462	3 282	3 797	3 798	3 976	1,1%	4,7%
35. Slovaquie (SK)	6 810	5 628	5 113	4 367	3 925	1,1%	-10,1%
36. Monténégro (ME)	-	-	-	-	3 851	1,0%	n.a
37. Géorgie (GE)	2 160	2 439	2 951	3 347	3 801	1,0%	13,6%
38. Grèce (GR)	5 171	5 039	5 020	4 100	3 800	1,0%	-7,3%
39. Lituanie (LT)	5 837	4 744	4 041	3 903	3 786	1,0%	-3,0%
40. Monaco (MC)	3 149	2 987	3 792	3 876	3 737	1,0%	-3,6%
Autres pays	72 935	74 744	84 630	84 598	87 684	23,7%	3,6%
<b>Total</b>	<b>290 870</b>	<b>298 200</b>	<b>356 539</b>	<b>364 725</b>	<b>370 234</b>	<b>100%</b>	<b>1,5%</b>

**Système de Madrid pour l'enregistrement international des marques**  
**Rapport annuel 2007**

**Liste des membres de l'Union de Madrid (81)**  
**au 31 décembre 2007**

Albanie (A&P)	Géorgie (P)	Pays-Bas :
Algérie (A)	Grèce (P)	– Territoire en Europe* (A&P)
Allemagne (A&P)	Hongrie (A&P)	– Antilles néerlandaises** (P)
Antigua-et-Barbuda (P)	Iran (République islamique d')	Pologne (A&P)
Arménie (A&P)	(A&P)	Portugal (A&P)
Australie (P)	Irlande (P)	République arabe syrienne (A&P)
Autriche (A&P)	Islande (P)	République de Corée (P)
Azerbaïdjan (A&P)	Italie (A&P)	République populaire
Bahreïn (P)	Japon (P)	démocratique de Corée (A&P)
Bélarus (A&P)	Kazakhstan (A)	République tchèque (A&P)
Belgique* (A&P)	Kenya (A&P)	Roumanie (A&P)
Bhoutan (A&P)	Kirghizistan (A&P)	Royaume-Uni (P)
Bosnie-Herzégovine (A)	Lesotho (A&P)	Saint-Marin (A)
Bulgarie (A&P)	Lettonie (A&P)	Serbie (A&P)
Chine (A&P)	Libéria (A)	Sierra Leone (A&P)
Chypre (A&P)	Liechtenstein (A&P)	Singapour (P)
Communauté européenne (P)	Lituanie (P)	Slovaquie (A&P)
Croatie (A&P)	Luxembourg* (A&P)	Slovénie (A&P)
Cuba (A&P)	Maroc (A&P)	Soudan (A)
Danemark (P)	Moldova (A&P)	Suède (P)
Égypte (A)	Monaco (A&P)	Suisse (A&P)
Espagne (A&P)	Mongolie (A&P)	Swaziland (A&P)
Estonie (P)	Monténégro (A&P)	Tadjikistan (A)
États-Unis d'Amérique (P)	Mozambique (A&P)	Turkménistan (P)
Ex-République yougoslave de Macédoine (A&P)	Namibie (A&P)	Turquie (P)
Fédération de Russie (A&P)	Norvège (P)	Ukraine (A&P)
Finlande (P)	Oman (P)	Viet Nam (A&P)
France (A&P)	Ouzbékistan (A&P)	Zambie (P)

(A) : partie à l'Arrangement (57)

(P) : partie au Protocole (75)

\* La Belgique, le Luxembourg et le territoire européen du Royaume des Pays-Bas ont une législation unifiée sur les marques et un office commun pour l'enregistrement des marques en vertu de cette législation (Office Benelux). Dans le cadre du système de Madrid, on demandera la protection à leur égard comme s'ils ne formaient qu'un seul pays (le Benelux). Leur désignation donne lieu au paiement d'un seul complément d'émolument ou d'une seule taxe individuelle.

\*\* Les Antilles néerlandaises sont un territoire du Royaume des Pays-Bas auquel la loi Benelux sur les marques ne s'applique pas, mais qui a sa propre loi sur les marques et son propre bureau d'enregistrement des marques conformément à cette loi. La protection à l'égard des Antilles néerlandaises doit être demandée en vertu du Protocole au moyen d'une désignation spécifique, distincte de celle du Benelux.

[Fin du rapport sommaire]

